

Canada: Le gardien de la paix d'hier et de demain

A. Walter Dorn

Le soir de sa victoire électorale, Justin Trudeau déclarait que le Canada est « de retour » sur la scène internationale, ajoutant que « s'il y a un pays au monde qui peut répondre aux attentes collectives, c'est le nôtre. » Il a continué de fixer de grandes attentes dans ses lettres de mandat aux Ministres de la Défense nationale et des affaires étrangères, les chargeant d'impliquer à nouveau le Canada dans les efforts de maintien de la paix de l'ONU. Reprendre cet engagement - « être de retour » - serait une importante initiative, étant donné l'illustre parcours du Canada dans le domaine du maintien de la paix.

Durant la Guerre froide, le Canada a été un meneur dans le maintien de la paix : il a fait des contributions plus importantes que celles de la plupart des pays (environ 10 % du total), tout en étant le seul pays à avoir participé à toutes les opérations de maintien de la paix. Pendant une période consécutive à la Guerre froide, le Canada est devenu le plus important contributeur, fournissant à son apogée, soit en juillet 1993, 33 000 personnes en uniforme. Toutefois, lorsque le nombre de gardiens de la paix de l'ONU sur le terrain a grimpé, de 20 000 personnes en 2000 jusqu'à 100 000 en 2015, le Canada n'a pas contribué à cette progression, (sauf, brièvement, en 2000-2001, pour la mission en Éthiopie-Érythrée), la dernière fois que le Canada a dépêché des unités militaires vers des opérations de l'ONU). Il a plutôt maintenu constamment le nombre des gardiens de la paix à 200-250. En 2006, le gouvernement nouvellement élu de Harper retirait les gardiens de la paix canadiens du Plateau du Golan, où des logisticiens canadiens étaient stationnés depuis 1974. Cela eut pour effet de réduire le nombre de gardiens de la paix canadiens à environ 30 pour presque toute la vie du gouvernement Harper. La contribution ne

devenait ainsi que l'ombre de ce qu'elle avait déjà été. Lorsque le président des États-Unis Barak Obama coprésida le sommet des chefs sur le maintien de la paix tenu au Quartier-général de l'ONU, le 28 septembre 2015, le Canada n'eut rien à offrir. Ce même soir, le leader libéral Justin Trudeau s'en plaignait lors d'un débat électoral avec le Premier ministre Harper, regrettant : « que le Canada n'ait rien eu à contribuer à la conversation d'aujourd'hui [à New York] est décevant, car il s'agit d'une initiative d'un Premier ministre canadien [Lester B. Pearson], et qu'il incombe de revitaliser, de recentrer et d'appuyer les opérations de maintien de la paix ».

Pourtant, deux ans après les élections canadiennes de 2015, le Canada n'a pas encore majoré sa contribution au maintien de la paix; en fait, le nombre de personnel en uniforme sur le terrain a diminué.

Le Canada a découvert qu'il serait exclu de la réunion des ministres de la Défense sur le maintien de la paix de septembre 2016 à Londres, à moins qu'il prenne au préalable un engagement concret. Alors, en août 2016, à Saguenay, à l'occasion d'une réunion du caucus libéral, le Canada s'engagea à fournir « jusqu'à 600 personnes du militaire et de la police. Il offrit également de se faire l'hôte de la prochaine réunion des ministres alors prévue pour les 14 et 15 novembre 2017. La conférence d'appel de fonds de Vancouver se propose d'obtenir de nouveaux engagements et de faire le point sur les anciens pris à New York et `Londres. À sa courte honte, dans l'année consécutive à la réunion des ministres de Londres, le Canada n'a même pas tenu son propre engagement. En date du mois d'août 2017, il ne contribuait que 29 membres du militaire et 41 de la police, un plancher historique pour un pays gardien de la paix jadis déjà si prolifique!

Le Premier ministre Trudeau et son ministre de la Défense nationale Harjit Sajjan insistent qu'ils veulent que le déploiement de maintien de la paix soit « correct », mais que la tergiversation a réduit le rang et la contribution du Canada. Cette situation a aussi diminué les chances du Canada d'obtenir le siège au Conseil de sécurité de l'ONU, qu'il sollicite pour 2021-2022. Des années 1950 aux années 1990, le Canada pouvait se servir de ses contributions régulières comme un bon motif d'élection à un siège biennal, à chaque décennie, au sein de l'organisme le plus prestigieux et le plus important de l'ONU. Mais en 2010, cet argument ne tenant plus, le Canada perdit son élection. Il tente de la regagner, mais ses tergiversations affaiblissent ses chances d'être élu en 2020, soit plus de 20 ans depuis sa dernière élection. Même si le Canada tenait intégralement sa promesse de fournir 600 militaires et 150 membres des corps policiers, sa contribution serait relativement faible, comparativement à celle des 100 000 militaires en uniforme que comptent les États-Unis sur le terrain. Avec des nombres relativement faibles de personnel militaire, le Canada peut cependant faire une différence significative sur le terrain en fournissant des facteurs essentiels (par exemple, des avions de transport lourd, des unités d'experts médicaux et des technologies de pointe pour la surveillance). Les Nations Unies ont besoin de militaires expérimentés

et bien entraînés. Or, le Canada en possède, bien qu'ils n'aient pas encore l'expérience ni l'entraînement que nécessitent les missions de l'ONU. Plus important encore, celle-ci a besoin de pays impatientés de s'impliquer.

Deux ans après que Trudeau eut proclamé, le soir de son élection, que le Canada était de retour (déclaration qu'il allait réitérer dans son allocution à l'Assemblée des Nations Unies de 2016)), nous attendons toujours la réalisation des promesses du maintien de la paix. On a donc besoin de sérieux conseils: Des actes, et non simplement des paroles

La responsabilité, et non simplement les promesses.

L'impact, et non simplement les contributions.

L'exemple, et non simplement l'accueil.

Une réaction rapide, et non simplement une analyse politique.

L'intérêt collectif de l'humanité, et non simplement l'intérêt national et sectaire.

L'humanité d'abord! Améliorons les Nations Unies!



Walter Dorn, professeur d'Études de la défense, Collège militaire royal du Canada et Collège des Forces canadiennes et Président du Mouvement fédéraliste mondial - Canada